

AU SOIR D'ALGÉRIE

pour des élections libres»

En réalité, il est probable que le FLN en butte à une crise de mutation interne peine à trouver ses marques. Le fossé entre la base de ce parti et sa direction actuelle — et aussi bien toutes les factions rivales à l'intérieur de cette direction-préfigure d'une implosion possible du FLN. Le contexte international ou la stratégie des puissances occidentales vise à récuser idéologie et mouvements nationalistes confortent ce pronostic. Il ne faut pas s'attendre que la direction actuelle du FLN parvienne à accomplir «l'aggiornamento de doctrine et de structures» sans lequel il disparaîtrait.

Revenons au FFS. Les commentateurs évoquent un deal entre le pouvoir et ce parti. De quel deal peut-il s'agir ?

Evacuons les aspects personnels prosaïques, totalement, détestables. Limitons-nous aux faits politiques. Le deal évoqué pourrait reposer sur trois points. Le premier se rapporte à la représentation hégémonique de la Kabylie par le FFS. Le second se rapporte au statut d'Assemblée constituante qui pourrait être octroyé à l'Assemblée populaire nationale nouvellement élue. Le troisième se rapporte à la dissolution — du moins la profonde restructuration — de ce que le FFS appelle, de manière récurrente, «la police politique», à savoir le Département du Renseignement et de la Sécurité. Le boycott du RCD aidant, le FFS pourra être satisfait pour le premier point. Il est improbable que M. Hocine Aït Ahmed obtienne gain de cause pour le reste.

Vous semblez ne pas accorder d'importance aux résultats remportés par l'Alliance verte, comme si les électeurs islamistes n'avaient pas voté...

Absolument ! Nous pouvons tout reprocher à l'électorat islamiste sauf sa discipline. Ce sont, seulement, les partis islamistes «normalisés», proches du pouvoir qui pensaient pouvoir profiter de circonstances favorables pour accéder à une position prééminente sur la scène politique. Nous savons aujourd'hui que la grande masse de l'électorat islamiste n'a pas voté. Particulièrement les catégories les jeunes au sein de la population. C'est dans cette frange que se recrute les véritables islamistes, ceux que l'on appelle les salafistes. Peu importe qu'ils soient «prédicateurs» ou «djihadistes». Les spécialistes qui ont étudié ce mouvement estiment que les salafistes ne veulent pas, pour le moment, entrer en confrontation avec les pouvoirs publics. Ils attendent que le système se délite de l'intérieur pour cueillir le fruit mûr. Ils sont déroutants ces microcosmes qui focalisent sur «la menace islamiste» croyant avec légèreté que «l'Alliance verte» pouvait décrocher la majorité parlementaire. Des mécanismes de prévention indétectables ont été mis en place pour éviter ce cas de figure. C'est plus que probable. Par contre, les salafistes, qui représentent un potentiel plus puissant au sein de la société réelle échappent à l'observation scientifique sérieuse. Les pouvoirs publics détournent les yeux de ce véritable phénomène social et politique en estimant avoir réglé le problème en octroyant au FLN 220 sièges à l'Assemblée populaire nationale.

Les formes d'organisation et les leaders de ce courant salafiste sont-ils connus ?

Non, du moins pas suffisamment. Ce courant encadre la société en utilisant des associations de bienfaisance et en recourant à des actions de solidarité très prisées par la population. Il est fortement présent au sein de la société réelle parmi, notamment, les catégories sociales déclassées. Au plan de l'organisation et des modes d'action, ces salafistes ont tiré les enseignements du passé. Ils prennent bien soin de ne faire heurter frontalement les pouvoirs publics et s'appliquent à ne faire apparaître que des figures dont la neutralisation ne compromettrait pas la pérennité de leur mouvement.

Le suivi et l'analyse de ce type de mouvement devrait être du ressort des services de sécurité. Faut-il évoquer leur défaillance éventuelle ?

Si vous considérez que les services de sécurité, y compris les services de renseignement, sont enracinés au sein de la société réelle jusqu'à ce que rien ne leur échappe, oui il est possible d'évoquer une défaillance.

Vous estimez que le courant islamiste continue de représenter une menace pour la stabilité du pays ?

Comment, moralement et politiquement justifier une telle affirmation ? Faut-il renouer avec la période dite de «l'éradication» où il fallait parler de menace chaque fois que le vote islamiste d'une partie de la population se profilait à l'horizon ? Le courant islamiste est une donnée consubstantielle de la société algé-

Selon la volonté personnelle du président de la République, en fonction des choix fixés par des objectifs conjoncturels et des pressions diverses, voire antagoniques, la politique économique du pays peut tanguer d'un instant à l'autre.

rienne, il faut se résigner à cette réalité. Le pays devra être géré avec de ce courant présent de manière pérenne. Le problème consiste à savoir si les islamistes accepteront de participer à la vie politique selon les règles établies par la Constitution ou, consensuellement, sur la base d'un pacte politique. Les islamistes accepteront-ils de relancer la conquête du pouvoir par la violence ou à l'instauration, par effraction, d'un Etat théocratique ? Voilà la seule question qui mérite que l'on si attarde.

Cet objectif d'insertion pacifique du courant islamiste dans la vie politique nécessite la mise en place de mécanismes de régulation fiables du fonctionnement de l'édifice institutionnel. Cette tâche exige, sans doute, de la persévérance, beaucoup de pédagogie et l'intelligence. C'est face aux situations complexes que s'affirment hommes d'Etat et dirigeants d'exception.

L'Algérie est, donc, en attente d'un homme providentiel ?

Je n'ai pas parlé d'homme providentiel, j'ai évoqué les hommes d'exception. L'Algérie est en attente d'un homme qui puisse conduire une équipe forte, soudée et homogène, porteuse d'un véritable projet de société.

L'homme providentiel c'est une idée qui renvoie à une forme de gouvernance autocratique que le monde moderne a récuse.

La nouvelle Assemblée populaire nationale pourrait jouir d'une forme certaine indépendance dans l'élaboration projetée de la loi fondamentale ?

Nonobstant la légitimité discutable de cette Assemblée, de quelle autonomie pourrait se prévaloir cette instance où la majorité absolue est détenue par des députés cooptés du FLN et du RND ? Cette Assemblée n'a pas été conçue dans le but d'être indépendante. Sa mission consiste à faire passer le gué, en toute sécurité, à la procédure de révision constitutionnelle.

Le président de la République s'apprête à nommer une nouvelle équipe gouvernementale. Ce serait pour quelle mission ?

Deux missions essentielles. Exécuter «le programme de consolidation de la croissance» décidé par le président de la République et qui est en souffrance.

Conduire la préparation du scrutin présidentiel afin que le résultat ne puisse constituer une surprise. Comme dans le cas de l'Assemblée populaire nationale, ce sera une équipe sous contrôle. Les ministères de souveraineté ainsi que les départements sensibles seront confiés à des membres du cercle présidentiel sinon cooptés par lui. Ce sera un choix exécuté selon le mode endogamique c'est-à-dire que

le système — même avec de nouvelles figures — ne ferait que se reproduire.

Peut-on affirmer que le président Abdelaziz Bouteflika met déjà en place — ou va mettre en place — au niveau des postes névralgiques de l'Etat un dispositif serré pour contrôler l'issue du scrutin présidentiel de 2014 ?

Sans nul doute. La nomination de Taïeb Belaïz à la présidence du Conseil constitutionnel procède de cette démarche. Le choix des personnes qui auront à assumer les fonctions de ministres de l'Intérieur et de la Justice sera, lui aussi, déterminant. Le poste de ministre de la Communication est, quant à lui, de moindre importance, puisque, de facto, le secteur est sous le contrôle politique direct de la présidence de la République et celui sécuritaire du Département du renseignement et de la sécu-

rité. En amont, le contrôle de la démarche sera du ressort de l'Assemblée populaire nationale à travers le contrôle de la procédure de révision de la Constitution. Il est évident que les amendements constitutionnels introduits viseront à «sécuriser» le déroulement de la succession, si tant est qu'elle est réellement à l'ordre du jour. A moins que vous ne songiez aux changements qui pourraient affecter les appareils de renseignement et de sécurité ; à ce niveau, la circonspection est de rigueur. Abdelaziz Bouteflika doit certainement réfléchir à faire accéder aux plus hautes fonctions de la hiérarchie militaire des officiers généraux aptes à exercer leur commandement dans la durée. L'intention lui est prêtée de vouloir rééquilibrer les origines régionales au sein de la chaîne de commandement et de mettre un terme au tassement qui caractérise, depuis quelques années, la pyramide des grades. C'est cela l'architecture d'ensemble qui pourrait être celle du chef de l'Etat en prévision du scrutin présidentiel de 2014. Encore faudrait-il qu'il puisse disposer du temps nécessaire non sans maîtriser la conjoncture à son profit...

Quels sont les scénarios que vous entrevoyez pour l'élection présidentielle de 2014 ?

Ce scrutin peut être abordé de deux angles différents. Si la conjoncture politique venait à se précipiter, obligeant l'Algérie à rejoindre le lot des pays qui ont subi les effets du «printemps arabe», la vague de violence qui risque

Vous n'avez pas fait mention de la possibilité que Saïd Bouteflika puisse succéder à son frère en 2014 ?

La raison devrait, en principe, pousser à rejeter cette possibilité inconcevable. Hormis le lien familial avec son frère chef de l'Etat, de quel ancrage social et politique dispose Saïd Bouteflika pour postuler à la magistrature suprême ? De quelles compétences morales et intellectuelles particulières peut-il se prévaloir ? De quelle véritable expérience politique avec aptitude au commandement avérée peut-il se réclamer ? Pourtant, il faut retenir la piste que vous évoquez. Une faune d'«hommes d'affaires» gravite autour de lui et d'autres courtisans qui se ramassent à la pelle doivent songer à préserver, coûte que coûte, leurs positions et leurs intérêts. Ils ont tout intérêt, l'instinct grégaire aidant, à pousser Saïd Bouteflika à succéder à son frère. A priori Abdelaziz Bouteflika a suffisamment de sens politique pour décourager ce choix. La volonté d'organiser la succession au pouvoir, selon le mode familial, a servi de catalyseur aux soulèvements intervenus en Egypte et en Tunisie, régimes républicains par essence. En Algérie, ce pourrait être le détonateur qui provoquera «le printemps algérien» si redouté.

Comment évaluez-vous, dans l'ensemble, le bilan politique de Abdelaziz Bouteflika ?

Hyper-présidentialisation du système institutionnel, instrumentalisation outrancière de la justice, vie politique gelée, vie syndicale chloroformée, mouvement associatif ankylosé, presse caporalisée, notamment le secteur audio-visuel, division de la société en société virtuelle contre société réelle. Ce bilan explique les craintes que fait naître l'hypothèse d'un soulèvement populaire pouvant s'accompagner d'anarchie et de violence faute de structures d'encadrement et d'élites pour le diriger.

Comment évaluez-vous le bilan économique du président Abdelaziz Bouteflika ?

Comme vous le savez, je ne suis pas économiste de formation, je m'applique néanmoins à établir toutes les corrélations entre les paramètres économiques et politiques en procédant à une lecture d'ensemble. Ainsi, concernant l'usage des réserves engrangées, force est de constater que la situation financière de l'Algérie est pour le moins correcte. Le pays, qui a désendetté, dispose par ailleurs de réserves financières qui, dans tous les cas de figure, lui permettent de faire face pendant quatre années à des dépenses incompressibles. S'il est légitime d'être critique vis-à-vis de la gouvernance publique en Algérie, il reste dif-

Il est évident que les amendements constitutionnels introduits viseront à «sécuriser» le déroulement de la succession, si tant est qu'elle est réellement à l'ordre du jour.

d'intervenir disqualifierait totalement les leaders politiques connus au profit d'élites nouvelles qui surgiront des entrailles de la société réelle. Ne vous méprenez pas sur les capacités de la société réelle à sécréter une catégorie d'hommes capables de se surpasser pour en finir avec les régimes passés. Si, cette fois, le changement intervient dans un contexte plus ou moins maîtrisé, certains scénarios allant de la succession fermée — Abdelaziz Bouteflika se succédant à lui-même — à la succession ouverte — cas de figure rendant vraisemblable l'entrée en course de Mouloud Hamrouche et Ali Benflis — en passant par la succession semi-ouverte — Abdelaziz Belkhadem et Ahmed Ouyahia étant alors les candidats qui disposeront du plus de chances. Si le statu quo actuel persiste, le scénario de l'élection ouverte est à écarter purement et simplement.

ficile de nier l'effort consenti dans la réalisation et le renforcement des infrastructures de base indispensables à l'investissement productif. En substance, ces investissements couvrent les réseaux routiers et ferroviaires, l'alimentation en eau potable, la réalisation de logements et la levée des contraintes en matière d'éducation. Un investissement massif supposé renforcer l'attractivité de l'investissement en Algérie. Pour mémoire, rappelons que trois plans de relance économiques ont été mis en œuvre depuis 1999. Le premier qui couvre la période 2001-2004 se chiffre à 7 milliards de dollars américains. Le second plan d'un montant de 60 milliards de dollars américain couvre la période 2005-2009. Enfin, le troisième, d'un volume de 180 milliards de dollars américains, est en instance de lancement et couvre, en